

Ministres provinciaux et territoriaux responsables des affaires autochtones et des dirigeants des organismes autochtones nationaux

Document d'information
Le 20 octobre 2009

LES MINISTRES ET LES DIRIGEANTS DES ORGANISMES AUTOCHTONES NATIONAUX RECONNAISSENT L'IMPORTANCE DE LA COLLABORATION SUR LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Pierre Corbeil, ministre responsable des Affaires autochtones du Québec :

« Le gouvernement du Québec a, lui aussi, à cœur le bien-être des populations autochtones. Celui-ci passe par l'éducation qui, pour moi, constitue une priorité. Il est essentiel de favoriser la réussite éducative des Autochtones, afin que les collectivités continuent de progresser dans le respect des valeurs et des traditions qui leur sont propres. »

L'honorable Darrell Dexter, premier ministre et ministre des Affaires autochtones de la Nouvelle-Écosse :

« En tant que premier ministre, je m'engage à travailler de concert avec les leaders, tant au niveau national que régional, pour améliorer la qualité de vie des Autochtones, a déclaré le premier ministre Dexter. En tant que province axée sur l'apprentissage, la Nouvelle-Écosse travaillera pour faire en sorte que les jeunes Autochtones aient les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour participer au marché du travail. Ensemble, nous nous attaquerons aux obstacles de notre système d'éducation et aux obstacles à l'emploi que doivent surmonter les jeunes Mi'kmaq. »

L'honorable Rick Brewer, ministre responsable du Secrétariat des Affaires autochtones du Nouveau-Brunswick :

« Je suis heureux de prendre part à cette rencontre historique où, en tant que ministres responsables des affaires autochtones et dirigeants d'organismes autochtones nationaux, nous tenterons de nous entendre sur le parcours à suivre pour améliorer la qualité de vie de tous les Autochtones au Canada. La province du Nouveau-Brunswick s'est fixée comme objectif d'être « autosuffisante » d'ici 2026 et ce plan comprend toutes les collectivités des Premières Nations et les peuples autochtones du Nouveau-Brunswick. Nous y parviendrons en faisant de l'éducation et de l'apprentissage continu, ainsi que du développement économique – tous fondés sur des modes de vie sains et sécuritaires – les principaux piliers sur lesquels nous nous appuierons pour apporter des changements à la vie et à la prospérité de tous les peuples autochtones du Nouveau-Brunswick et du Canada. Je suis fier de faire partie de cette nouvelle orientation. »

Mary Simon, leader national des Inuits, présidente d’Inuit Tapiriit Kanatami :

« L’amélioration des conditions de vie des Inuits, des Premières nations et des Métis est primordial et urgent. Nous avons fait un excellent premier pas. J’espère ardemment que cette rencontre et les suivantes conduiront à une réunion bien éclairée des premiers ministres sur les questions autochtones en 2010. »

Betty Ann Lavallée, CD, MJR (retraîtée), chef nationale, Congrès des Peuples Autochtones :

« Ce n’est que lorsque les peuples autochtones offrent leurs opinions et des solutions qui encouragent et permettent l’estime de soi, le mérite, la capacité et la dignité humaine de tous les Autochtones, peu importe où ils vivent dans leurs terres d’origine au sein du Canada, que des progrès réels sont réalisés. »

L’honorable George Abbott, ministre des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation de la Colombie-Britannique :

« La province de la Colombie-Britannique s’engage à réduire les écarts socio-économiques qui existent entre les peuples autochtones et les autres résidents de la province. Depuis 2005, notre collaboration avec les Premières Nations, les dirigeants métis et le gouvernement fédéral nous a permis d’accomplir des progrès réels. Je suis heureux de continuer de travailler avec vous dans le cadre de cette nouvelle approche nationale en matière d’éducation et de développement économique autochtones. »

L’honorable Carolyn Bertram, ministre responsable des Affaires autochtones de l’Île-du-Prince-Édouard :

« À l’Île-du-Prince-Édouard, nous sommes fiers des rapports étroits que nous avons tissés avec les Mi’kmaq et d’autres peuples autochtones et nous sommes fiers de participer au processus FPTA. Nous croyons que de bons rapports forment une base solide pour s’attaquer à des problèmes communs et nous avons hâte de travailler avec nos organismes autochtones et d’autres ordres de gouvernement pour permettre à la population autochtone de creuser l’écart socio-économique et de disposer de meilleures possibilités éducatives. »

L'honorable Bill Hutchinson, ministre des Relations avec les Premières nations et les Métis de la Saskatchewan :

« Les gouvernements provinciaux et fédéral doivent faire preuve d'uniformité dans la manière d'attribuer leurs ressources alors que nous nous efforçons d'atteindre nos objectifs et d'éliminer les écarts liés à l'éducation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat qui existent entre les Autochtones et les non-autochtones. Nous croyons que la solution passe par un renforcement des liens. Dans notre province, la Saskatchewan, la compréhension et les partenariats avec les Premières Nations et les Métis ont une importance cruciale dans l'atteinte de nos objectifs réciproques. »

Clément Chartier, président, Ralliement national des Métis :

« Le bien-être et la prospérité futurs des citoyens de la nation métis sont étroitement liés à la création de possibilités de développement économique durables dans les collectivités métis. La collaboration entre les gouvernements métis et les cinq provinces de l'ouest, comme celle émanant de ce groupe de travail, aidera à encourager ce développement économique, ce qui aura des retombées non seulement pour le peuple Métis, mais pour tous les Canadiens. »

Jeannette Corbiere Lavell, présidente, Association des femmes autochtones du Canada :

« Plus de 520 cas de disparitions et de meurtres de femmes autochtones ont été confirmés; il est terriblement urgent qu'on prenne des mesures pour rectifier la situation au Canada. On ne peut pas ignorer plus longtemps cette tragédie. Nous devons immédiatement prendre des mesures pour lutter contre les causes de la violence contre les femmes autochtones. Pour qu'elle soit efficace, toute stratégie mise sur pied pour améliorer la situation économique, les conditions de vie et le niveau d'éducation des peuples autochtones du Canada doit commencer par la santé et le bien-être de nos communautés. Garantir la sécurité de nos femmes et de nos enfants est la première étape sur le chemin d'un avenir meilleur. En fait, il s'agit du premier pas à faire si nous, les peuples autochtones, voulons avoir quelque avenir que ce soit. Dans notre tradition, les femmes sont le centre de la famille et de la communauté, et doivent donc être protégées si nous voulons survivre en tant que nation. »

L'honorable Gene Zwozdesky, ministre des Relations avec les Autochtones en Alberta :

« J'anticipe avec intérêt la poursuite des discussions au niveau national. Elles aident à créer des liens importants et à fournir différentes perspectives et du soutien dans le cadre de notre collaboration continue avec les organisations des Premières Nations et des Métis en Alberta. »

L'honorable Patty Pottle, ministre des Affaires autochtones de Terre-Neuve-et-Labrador :

« J'ai grand plaisir à me joindre à mes homologues et aux chefs Autochtones de tout le Canada alors que nous nous réunissons pour explorer des solutions concrètes qui amélioreront le bien-être des peuples autochtones dans l'ensemble de notre pays. Il est important que le dialogue entre les provinces, les territoires, le gouvernement fédéral et les organismes autochtones nationaux avancent, afin de poursuivre le processus commencé à Toronto, alors que nous mettons sur pied des stratégies nationales en vue de remédier aux besoins de développement économique et d'éducation des peuples et des communautés autochtones. Ces stratégies nationales nous guideront alors que nous cherchons une solution au chapitre de la santé et du bien-être des peuples autochtones et des communautés dans nos compétences respectives. »

L'honorable Floyd Roland, premier ministre et ministre responsable des Affaires autochtones des Territoires du Nord-Ouest :

« Les Territoires du Nord-Ouest tirent une richesse immense des peuples Dénés, Métis et Inuvialuits, qui constituent une grande partie de la population de notre territoire. Leur succès est crucial pour l'avenir des Territoires du Nord-Ouest, et j'ai hâte de travailler avec mes collègues pour établir des partenariats qui nous permettront d'accroître les possibilités et les choix pour tous les peuples autochtones du Canada. »

L'honorable Louis Tapardjuk, ministre des Affaires autochtones du Nunavut :

« La signature de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut fut une étape importante pour l'amélioration de la situation socio-économique des Inuits du Nunavut. Toutefois, l'Accord ne change rien au passé récent, et il ne rend pas équitables les règles du jeu du jour au lendemain. Nous sommes prêts à travailler avec tous les Canadiens pour faire avancer le travail au chapitre des stratégies et des plans d'action visant à améliorer la vie des Autochtones canadiens, dans le but d'arriver à une pleine participation au Canada. »

Shawn Atleo, chef national de l'Assemblée des Premières Nations :

« L'Assemblée des Premières Nations est heureuse que cette réunion ait été organisée si peu de temps après que nous en ayons fait la demande lors de la réunion du Conseil de la Fédération en août. L'importance accordée à l'éducation et au développement économique est un important point de départ pour les discussions qui peuvent mener à des résultats concrets pour les femmes et les jeunes des Premières Nations, ainsi que pour les Autochtones qui vivent dans des réserves et en milieu urbain. Pour réaliser des progrès réels, il faut forger des partenariats réels permettant l'établissement d'objectifs précis et l'élaboration de mécanismes de reddition de compte solides. Nous voulons que ces travaux culminent par une réunion des premiers ministres en 2010 afin que les questions touchant les Premières nations soient abordées de manière prioritaire et reçoivent le niveau d'investissement nécessaire. Nous ne devons pas nous laisser intimider par l'immensité des travaux à accomplir. Chaque jour passé à attendre ne sert qu'à nous faire prendre du retard. En prenant des mesures dès maintenant, nous créerons un meilleur avenir pour tous les Canadiens. C'est à nous tous qu'appartient de relever ces défis et de tirer parti de ces occasions. Aussi, nous avons hâte de réaliser de véritables progrès avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. »

L'honorable Eric Robinson, ministre par intérim du ministère des Affaires autochtones et du Nord du Manitoba :

« S'attaquer aux défis auxquels sont confrontés les peuples autochtones en ce qui a trait à l'éducation et au développement et économique est essentiel pour rétablir santé et bien-être dans nos communautés. »

L'honorable Dennis Fentie, premier ministre du Yukon :

« Bien que notre relation primaire soit avec les gouvernements des Premières nations du Yukon, il est important pour nous d'avoir des rencontres avec des chefs autochtones nationaux, le gouvernement du Canada et d'autres ordres de gouvernement, et que nous travaillions avec eux, afin que les questions communes soient discutées et portées au niveau national. Le gouvernement du Yukon se réjouit du travail que ce groupe entreprendra en vue d'améliorer la qualité de vie des Autochtones canadiens.

Personne-ressource :

Ministère des Affaires autochtones de l'Ontario :

- Scott Cavan
Cabinet du ministre
416-314-7395
scott.cavan@ontario.ca
- Greg Flood
Direction générale des Communications
416-314-9455
greg.flood@ontario.ca